

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 596 - 10 février 1994 - Prix 2,50 F

DIALOGUE ET ACTION POUR FAIRE DU NEUF

Jour après jour l'actualité illustre d'une façon criante la nocivité de la politique mise en œuvre par le gouvernement Balladur contre les hommes et le pays.

De plus en plus fréquemment des salariés de secteurs et de catégories diverses, décident de se rassembler pour défendre leur outil de travail, leur emploi, leur avenir et celui du pays.

C'est le cas pour Chantelle Saint-Herblain où les profits sont en hausse, mais où la direction veut délocaliser pour en réaliser davantage.

C'est le cas des pêcheurs dont la vie, la profession et au-delà, l'avenir de la filière pêche sont mise en cause par la politique Balladur dans le cadre de l'application de Maastricht alors que des milliers de gens ne mangent pas de poisson voire ne mangent pas à leur faim.

C'est le cas des hôpitaux où le pouvoir s'apprête à supprimer des dizaines de milliers de lits et donc d'emploi au nom de la rentabilité alors que trouver une place à l'hôpital public tient déjà de la prouesse.

On pourrait poursuivre, la liste serait longue.

A l'origine de chaque décision du pouvoir et du grand patronat, il y a le choix du profit exclusif, et derrière, sa mise en œuvre. De nouvelles difficultés de vie pour les salariés et leur famille, des besoins non satisfaits, du chômage, de la pauvreté, de l'insécurité.

Plus que jamais l'heure est à la lutte contre la politique réactionnaire de Balladur et pour construire une nouvelle perspective.

A l'issue de leur 28^e Congrès, les communistes entendent plus que jamais y contribuer par le dialogue et l'action.

C'est dans cet esprit qu'ils organisent actuellement des assemblées populaires dans les entreprises et les quartiers et qu'ils développent de multiples rencontres avec les gens.

C'est dans le même esprit offensif qu'ils vont s'engager dans la campagne des élections cantonales en montrant aux habitants, aux salariés et aux chômeurs qu'ils peuvent se saisir du vote communiste à cette élection pour se faire clairement entendre et pour renforcer à gauche la composante communiste dont ils ont besoin.

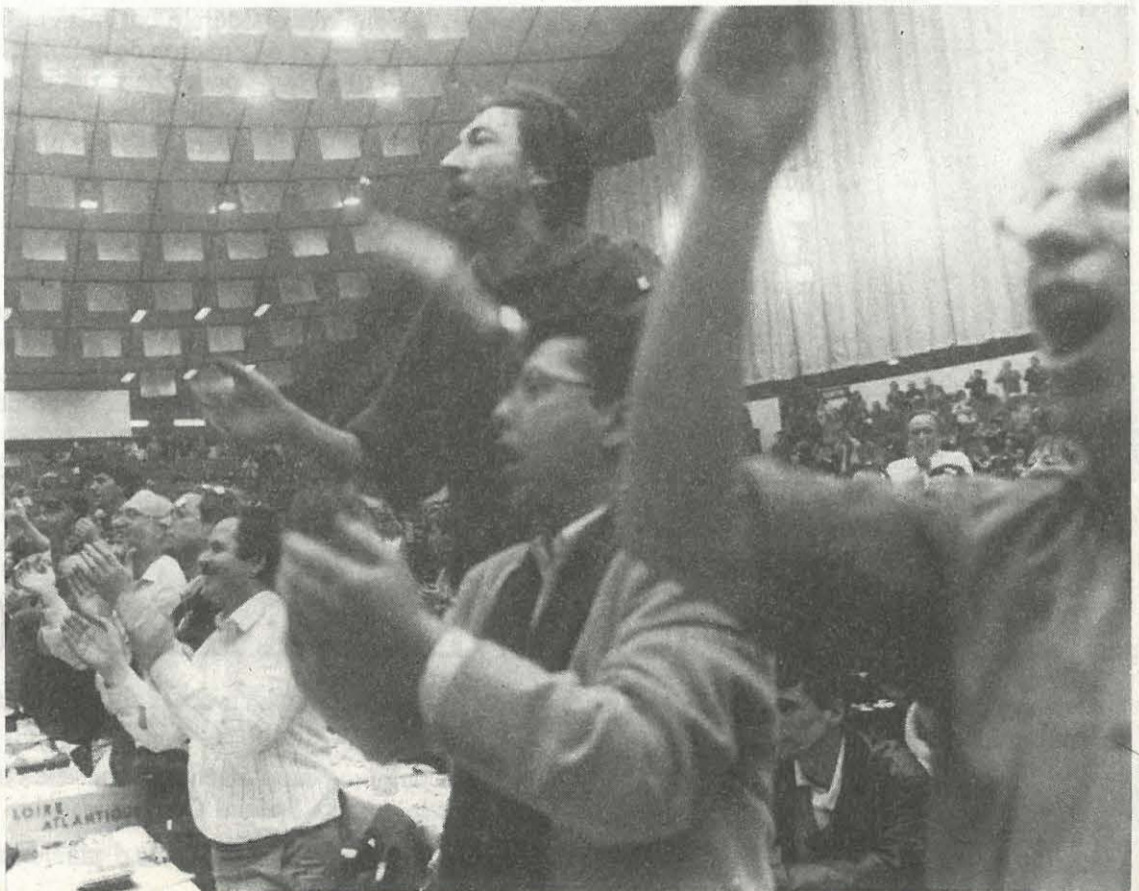


par
G. BONTEMPS
Secrétaire de la Fédération
de Loire-Atlantique,
Membre du
Comité National du PCF

Après le 28^e Congrès
A la veille des cantonales
Devant la montée du
chômage
De l'exclusion
De la misère

*Plus que jamais le
besoin d'un Parti
Communiste fort au
service de notre pays*

**pour une autre politique
qui permette de relever
les défis de cette fin de siècle**



**La vie du
parti**
(Page 2)

**Pêche
Logement
nos Maires
ont la parole**
(Page 3)

28^e Congrès
(Page 4)

**L'esclavage
aboli ?**
(Page 5)

**Les luttes
Port autonome
Chantelle
L'emploi**
(Page 6)

**Info
Des cellules**
(Page 7)

Culture
(Pages 7 et 8)

POURQUOI

UN PARTI COMMUNISTE FORT ?

Un récent sondage d'opinion montrait que le Parti Communiste était utile dans notre pays.

Il estimait également que le Parti Communiste devrait être plus fort afin de donner un débouché politique aux aspirations exprimées.

Point de vue



par J.-René Tellant, secrétaire à l'organisation

Aujourd'hui le doute à l'égard du capitalisme grandit. Le mouvement social, des écrits, des films, des chansons nourrissent ce doute. Ils expriment une recherche d'autre solution, une recherche d'espoir.

Avec la préparation, la tenue de leur 28^e congrès, les Communistes ont écouté et entendu ces exigences nouvelles. Pour y répondre sans tricher, ils ont fait ce qu'aucune force politique n'a osé : avoir le courage de se remettre en question pour faire du neuf.

En affirmant, dans la totalité des documents largement enrichis et approuvés, que personne ne peut faire le bonheur du peuple à sa place, cela pose de façon renouvelée la question de la force politique qui permette à chacun de s'exprimer, d'être entendu et non pas récupéré.

Le Parti Communiste, ses militants, en tirent les conséquences pour eux-mêmes, leurs activités, le besoin de construire un rassemblement capable d'imposer un changement de politique, un changement de société, une nouvelle construction politique.

Nous le savons, nous ne battons pas cette droite sans se rassembler, sans prendre des initiatives capables de créer une dynamique politique des forces de progrès pour construire cette alternative nouvelle.

Notre tâche principale, pour faire progresser cette perspective, est d'œuvrer au renforcement en nombre d'adhérentes et d'adhérents, en nombre de cellules, en efficacité au service de notre peuple.

Cela implique de faire preuve d'audace et d'esprit offensif. La préparation des assemblées populaires, la remise de la carte 1994 doivent être conçues avec cet objectif.

Les conférences de section, la conférence fédérale ont mis en lumière des possibilités nouvelles de renforcement et de création de cellules, en particulier dans les entreprises. Il s'agit désormais pour chacun et chacune de prendre toute sa place, par des actes militants, des divisions d'initiatives, de rencontre, de dialogue, dans la construction d'un parti plus fort plus efficace au service de notre peuple.

L'utilité d'un parti ne se décrète pas, elle s'acquiert par des actes perçus par celles et ceux que nous voulons rassembler comme nécessaire à leur action, à leur réflexion. Quelle que soit l'entreprise, la ville, le quartier comme nous l'avons prouvé en novembre, il est possible de renforcer de façon importante notre parti. Bien évidemment, cela implique des décisions, des actes concrets pour en créer les conditions. Cela ne dépend que de chacun de nous. Alors soyons offensifs et audacieux.

SAINT-NAZAIRE :

UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A PENHOET

Cette assemblée populaire a réuni 28 personnes du quartier autour d'un repas fraternel. La discussion à partir du Congrès, des questions de la Ville et du quartier a été très riche.

Préparée en s'adressant aux lecteurs de l'HD, aux sympathisants, le tiers des présents n'était pas membres du Parti, 5 d'entre eux ont décidé d'y adhérer

et le débat se poursuit avec les autres qui seront revus avec l'HD.

40 numéros supplémentaires ont été commandés pour la vente « Spécial Congrès ».

La Cellule compte déjà plus d'adhérents à ce jour qu'en 1993.

INFOS - BREVES

1 semaine avec l'Huma

Durant la semaine, où se déroulait le Congrès, une équipe de prospection pour la lecture de l'Humanité, a sillonné le département. A Nantes, à Rezé, et à Couëron. Le résultat est encourageant : 4 nouveaux lecteurs à « L'HUMANITE » quotidienne, 6 nouveaux lecteurs à « L'HUMANITE DIMANCHE », et pour confirmer cela, 3 adhésions au Parti Communiste.

A la Bouletterie

Lors de l'Assemblée Populaire une adhésion était réalisée.

Ainsi, au cours des diverses initiatives et rencontres ce sont 32 adhérents de plus en janvier.

C'est un bon prolongement à ce qui avait été fait en novembre et qui témoigne de l'étendue des possibilités qui existent dans l'ensemble du département.

Avec les Assemblées Populaires de février, les initiatives prévues, tout indique qu'être au 100 % pour les élections cantonales est possible en s'y mettant tous.

Alors allons-y.

Objectif atteint

La vente de masse de « L'Humanité Dimanche » spécial congrès a permis de doubler la diffusion du magazine dans notre département. A titre d'exemple, en une journée, 53 numéros supplémentaires étaient diffusés par un cheminot en gare de Nantes.

Arrêt sur l'Image...

Rezé, 4 février, cellule Fortin-Boissard

En collaboration avec le secteur diffusion de l'Humanité Dimanche, la Section de Rezé et la Cellule Fortin Boissard ont décidé de s'adresser à tous les Communistes de la Cellule avec une question :

« Pourquoi n'es-tu pas lecteur de l'Humanité Dimanche ? ».

Ce résultat porte à réflexion. En effet sur une vingtaine de Communistes rencontrés deux ont décidé de prendre toutes les semaines l'HD à leur CDH et 9 seront lecteurs du magazine de façon irrégulière.

Durant cette journée, sept cartes du parti ont été remises, 1 adhésion a été faite.

Ce comité de diffusion de l'Humanité a été conforté, la cellule a décidé d'en ouvrir un second.

Sa décision d'aller voir les 3 et 4 Mars les électeurs du Parti a été prise. Souhaitons que ce ne soit plus pour les Nouvelles un arrêt sur l'image mais bien sur le film de l'initiative.

PECHE :

Pierre LE BERCHE solidaire des professionnels de la pêche



La seconde grande crise qui frappe en moins d'un an les marins pêcheurs a été voulue par le gouvernement français et la Commission de Bruxelles.

C'est ce que déclare dans un communiqué Pierre LE BERCHE, maire communiste de BATZ/MER qui est solidaire des marins pêcheurs.

Pour que l'activité de la pêche puisse se maintenir, il faut que le produit de la pêche permette d'amortir les capitaux engagés et rémunérer le travail des hommes.

Ce n'est plus le cas, quand les importations abusives font chuter le prix du poisson au point de ne plus couvrir les frais de capture.

Face à cette situation, deux attitudes sont possibles.

La première consiste à taxer aux frontières les produits importés de manière à maintenir des prix corrects sur le marché intercommunautaire. En ce sens une mesure trop partielle et trop provisoire avait été prise par les douze à la fin de l'hiver dernier et puis remise en cause.

La seconde attitude consiste à « laisser jouer le Marché » à miser sur les importations pour casser le cours à la criée.

En axant son action sur la seconde attitude, le gouvernement français porte la responsabilité du gâchis considérable actuel : rému-

nération dérisoire pour les marins pêcheurs, suppression d'emplois, croissance du chômage, arrêt d'exploitation de navires par les patrons pêcheurs, retrait des poissons nobles transformés en farine pour le bétail, alors que les ressources de la mer se raréfient, déséquilibre accentué de notre balance commerciale pour les produits de la mer.

Voilà le résultat d'une politique qui recherche non pas à répondre aux questions posées à un secteur économique important pour notre pays, mais à une politique qui résulte des choix du traité de Maastricht et sacrifie les hommes à l'argent.

DROIT AU LOGEMENT

40 ans après son appel de l'hiver 1954, l'abbé Pierre déclare la guerre à la misère et s'adresse aux élus en dénonçant des Maires de grandes villes qui refusent leurs gîtes aux plus faibles.

Jean-Louis LECORRE, Maire Communiste de Trignac a immédiatement réagit en adressant à l'Abbé Pierre, une lettre dont nous portons à votre connaissance les principaux passages :

Monsieur l'Abbé,

Vous venez de nouveau, de lancer un nouvel appel contre l'indifférence, afin que chaque femme, chaque homme, chaque enfant de notre pays puisse accéder à un logement décent.

Comme vous, je suis scandalisé que, dans notre pays, il puisse manquer deux millions et demi de logements, que deux millions de personnes vivent dans des logements précaires, que 400 000 sont sans abri et que, quand le froid arrive, quelques uns meurent dans la rue ou sous les ponts.

Lorsque nous regardons l'évolution de la France et du Monde, nous le faisons avec angoisse. Tout nous semble si précaire, si incertain, si mouvant et nous voudrions pouvoir agir plus efficacement.

Dans un monde où le premier commerce est celui des armes et le second celui de la drogue, comme vous je suis révolté, car priorité doit être donnée à la vie.

L'argent se perd dans la spéculation plutôt que de s'investir dans la production. L'argent qui manque pour mieux vivre, pour l'Ecole, pour la Santé pour le LOGEMENT.

Des multiples rencontres que nous avons mes Collègues et moi, avec nos administrés, nous savons combien la marginalisation sociale, par l'exclusion du travail est devenue un phénomène massif.

L'ampleur revêtue par les exclusions, les drames humains qu'elles engendrent, constituent un véritable défi.

Vous appelez les hommes et les femmes à se réveiller. Oui, je suis d'accord avec vous il est urgent d'agir et en cela, je puis vous assurer que nous le faisons à notre niveau.

En vous adressant aux Elus Locaux, vous soulevez également le problème du financement du logement social, d'autant que celui-ci est en fait un pourvoyeur de fonds de l'Etat.

En effet, alors que l'Etat apporte 12 % de subventions, ce sont 18,6 % de TVA qui vont alimenter le budget de l'Etat.

Les organismes HLM sont obligés d'augmenter de 3 à 6 % le prix du loyer pour financer la taxe sur le foncier bâti pour laquelle, avec mes amis Elus Communistes, nous avons demandé l'exonération sur 5 ans.

Comme vous je pense que la crise n'est pas fatale, qu'il ne faut pas se résigner pour en subir les néfastes effets.

Tout dernièrement les pouvoirs publics ont reculé quand la protestation s'est faite vive. Vous proposez de poursuivre la lutte « jusqu'à ce que la joie de vivre puisse enfin renaître pour tous ».

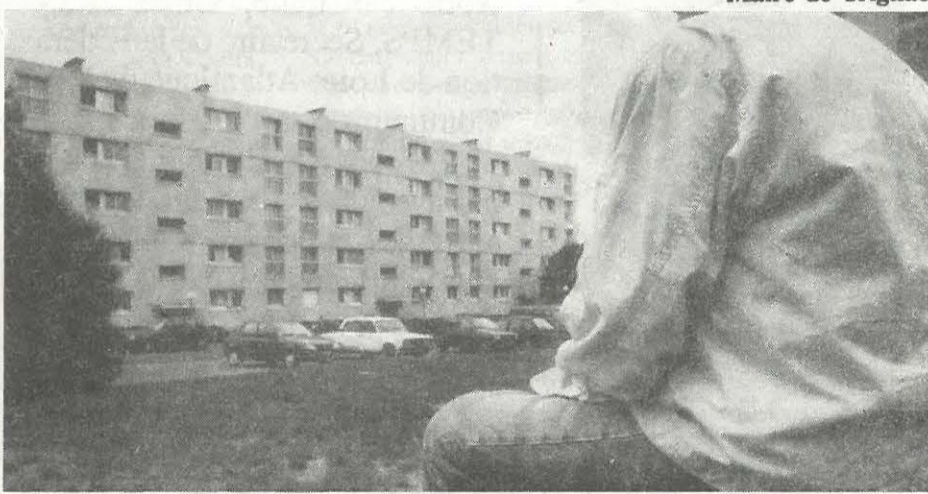
En cela, Monsieur l'Abbé, nous nous rejoignons et les propositions présentées au 54^e Congrès HLM en juin 1993, par les représentants de notre Association Nationale des Elus Communistes et Républicains, vont en ce sens.

Ces dispositions peuvent être mises en œuvre immédiatement. Elles permettraient aux Communes, aux Organismes publics HLM de répondre ainsi à votre appel « La France bâtit ».

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ces quelques lignes et en vous assurant de mon soutien dans vos luttes afin de mieux servir les habitants de notre Pays.

Je vous prie de croire, Monsieur l'Abbé, en mes respectueux et dévoués sentiments.

Jean-Louis LECORRE
Maire de Trignac



3 MESURES ESSENTIELLES

qui peuvent être appliquées immédiatement, présentées par l'Association nationale des Elus Communistes et Républicains au 54^e Congrès des HLM.

- Interdiction de toutes saisies et expulsions pour les locataires de bonne foi.
- Pour les sans-logis
 - Réquisition effective des logements maintenus vides par spéculation.
 - Réaffectation de mètres carrés de bureaux parmi les milliers actuellement vides.
- Réhabilitation rapide et sans hausse des quittances de tout le patrimoine social qui le nécessite.

PAS TOUCHE ÇA BRÛLE

Le gouvernement a publié, le 30 décembre, le rapport Mandil sur « la réforme de l'organisation électrique et gazière française ». Ce rapport prend prétexte des dispositions néfastes du traité de Maastricht.

Pour présenter les mesures de déréglementation-libéralisation des services et marchés publics comme une exigence de la CEE subie par les Etats nationaux, c'est falsifier la vérité. Dans cette affaire, la CEE ne fait que mettre en œuvre des réformes souhai-

tées par les firmes industrielles et financières multinationales, et par les gouvernements nationaux, de droite ou sociaux-démocrates, qui gèrent le capitalisme en Europe.

Elles mettent en cause un atout essentiel de l'identité française en matière de service public. Elles heurtent frontalement les intérêts de l'ensemble des usagers avec l'abandon des règles de péréquation tarifaire, d'égalité de traitement, de réponse à des besoins sociaux et économiques vitaux.

La lutte contre la privatisation et l'éclatement d'EDF-GDF est d'abord celle du personnel des deux entreprises, mais elle concerne également les usagers. Elle est un objectif de large rassemblement auquel le Parti Communiste, les Communistes de l'agglomération nazairienne, ses élus, ses militants entendent contribuer avec leurs analyses en faveur d'un grand service public répondant aux besoins de notre époque.

Jean-René TEILLANT

MERCI GEORGES

Secrétaire Général du Parti Communiste Français, depuis 1970, Georges Marchais avait fait savoir lors du Comité Central de Juin 1993, qu'il ne souhaitait pas être candidat de cette res-

ponsabilité, à l'issue du 28^e Congrès.

Georges Marchais quitte la responsabilité de Secrétaire Général, mais reste dans l'équipe de Direction du Bureau National.

C'est avec respect, estime et affection, que nous le remercions pour tout son apport et lui souhaitons bon travail dans ses nouvelles responsabilités.

Avec Georges Marchais à sa tête, le Parti Communiste a franchi les obstacles créés par les bouleversements et les remises en cause du monde.

Georges Marchais s'est toujours battu pour que le Parti avance et soit de mieux en mieux cet outil dont notre peuple a besoin.

Son souci a toujours été, plus de participation, donc plus de démocratie, toujours plus et mieux communiste.

Le 28^e Congrès sous sa responsabilité nous a fait progresser de façon importante dans cette voie.



Notre camarade, Gilles BON-TEMPS, Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste, a été élu à l'issue du 28^e congrès, au Comité National avec 1548 voix sur les 1553 suffrages exprimés. Gilles était entré au Comité Central lors du 27^e Congrès.

CUISINES
SCHMIDT

CENTRE CONSEIL
S.A. Alain GREGOIRE

48, Bd. Victor-Hugo
44600 ST NAZAIRE

Tél. 40.66.33.64 - Fax : 40.01.84.46.

ALORS... RACONTE

Dimanche midi, nous avons accueilli les 14 délégués de Loire-Atlantique à leur descente du train et nous avons recueilli leurs premières impressions.

Formidable. C'est la réaction immédiate de Joëlle qui participait à son 1^{er} congrès. Quelle richesse dans ces 5 jours, mais aussi quelle sérénité dans les débats, même quand il y avait des différences d'appréciations.

Une richesse difficile à exprimer en 3 mots, c'est ce que nous confie Raymond qui lui aussi était délégué pour la première fois à un congrès national. Vraiment le Parti Communiste a les moyens de jouer un grand rôle dans la vie politique de notre pays.

Emouvant. C'est comme cela que Michel qualifie le moment où Francis Wurtz a présenté les 120 membres des délégations de 95 pays et affirme haut et fort la solidarité du Parti Communiste aux peuples qui luttent dans le monde pour plus de justice, pour la paix, pour la liberté.

Passionnant. C'est ce que remarque Patricia qui a trouvé dans les échanges, une volonté profonde

du Parti de se moderniser, de se donner les moyens d'être plus fort, de répondre aux problèmes de notre temps, de vouloir donner toute la place aux gens, aux Communistes, en fait de faire vivre la démocratie.

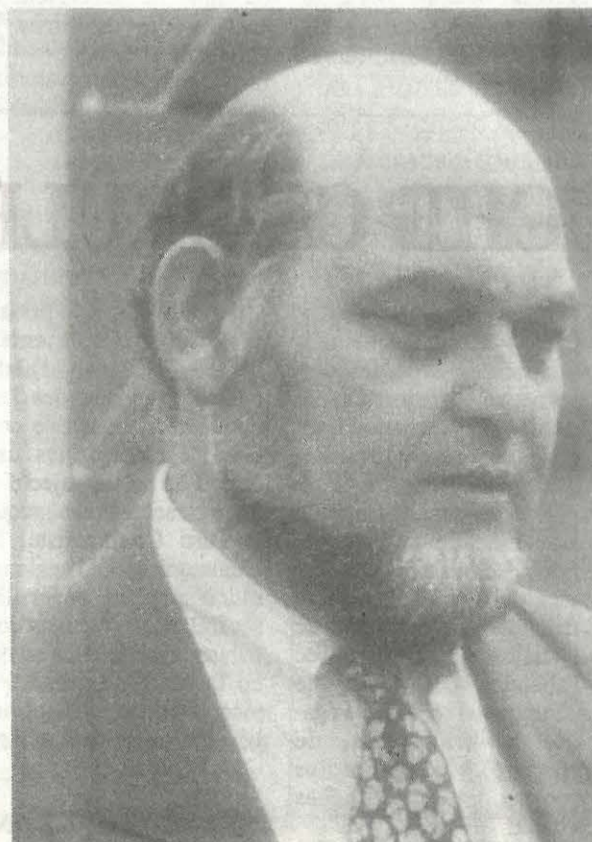
Scandalisé par l'attitude des médias qui durant les 5 jours ont caricaturé, déformé, censuré le congrès. C'est cela le jugement que Jean-Philippe porte après avoir parcouru les principaux journaux de la veille, qui relataient notamment l'élection de Robert Hue, à la responsabilité de Secrétaire National.

Heureux et confiant, c'était l'esprit qui dominait Hubert. Heureux, parce qu'il trouvait à l'issue de ces 5 jours de travaux que le Parti Communiste avait franchi un grand pas dans sa transformation.

Confiant, parce que l'issue de ce congrès, par l'élection des organismes de direction, c'est vraiment quelque chose qui va compter pour demain.

Les délégués qui en se séparant, pensaient déjà aux multiples comptes rendu des travaux du 28^e congrès, qui vont avoir lieu dans les cellules.

ROBERT HUE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Robert a 47 ans, il est infirmier de profession et a été élu au Comité Central, lors du 26^e Congrès et au bureau politique, lors du 27^e Congrès.

Il a adhéré au Parti en 1963 et à la Jeunesse Communiste en 1962. Militant actif dans la Fédération du Val d'Oise.

Il est également Maire de Montigny Les Cormeilles, depuis 1977, et également Président National de l'Association des Elus Communistes et Républicains.

Homme de terrain, Robert a toujours fait preuve d'esprit de responsabilité, d'écoute, de décision et de dynamisme.

Il y a deux ans, il était dans notre département lors de la fête de Nantes.

Esclavage : il y a 200 ans, l'esclavage aboli

« Ce sont les noirs qui ont gagné l'abolition »

LES ANNEAUX DE LA MÉMOIRE...

Nantes, bicentenaire de l'abolition de l'esclavage par la Convention, quelques années avant que Napoléon ne le rétablisse... La délégation du PCF, composée de Jean-Claude Gayssot, Sylvie Vassalo, Gilles Bontemps, Marc Justy, Claude Constant, André Belleville et André Bourgeot a été reçue par M. Chesne, directeur de l'Office du tourisme et l'un des producteurs de l'exposition. A ses côtés, M. Chotard, maire adjoint de Nantes et président de l'association les Anneaux de la mémoire.

« Ni condamner ni excuser » : c'est par cette formule que M. Chesne résume l'ambition de l'exposition. Laquelle, à coup sûr riche et docu-

mentée, aborde des aspects fort sensibles pour certaines grandes familles nantaises : les fortunes accumulées grâce à la « traite » n'ont pas disparu. A noter que l'une de ces vieilles dynasties a demandé que son nom soit retiré...

L'exposition a reçu 300.000 visiteurs. Un chiffre à souligner, dans une agglomération de 500.000 habitants.

Commentant les documents présentés, M. Chesne souligne notamment l'attitude hypocrite et complice d'une Eglise et d'une bourgeoisie tirant profit du « commerce » des Noirs. Par moments, la musique des tams-tams accompagnant les images devenait poignante : lorsqu'elle se superposait

à la vision de corps décharnés, de corps empilés dans les cales des bateaux, d'autres images venaient danser devant nos yeux. Plus récentes !

Un « moment fort » pour tous les participants à cette initiative, a souligné la délégation du PCF en remerciant les organisateurs et responsables.

Après cette visite, un repas de presse a réuni la délégation communiste et des journalistes de Presse Océan, Europe 2 et « Ouest-France ». Au cours duquel Jean-Claude Gayssot est intervenu sur cette commémoration douloureuse du génocide africain par le « commerce triangulaire ».

Jean-Claude SALOMON

LA DETTE DU NORD AU SUD

A l'occasion du bicentenaire de l'abolition du système de la traite des Noirs par la Convention, le dirigeant du PCF Jean-Claude Gayssot dénonce les formes contemporaines de la servitude.

A l'issue de la visite de la délégation du PCF à l'exposition organisée à Nantes, « Les anneaux de la mémoire », Jean-Claude Gayssot, membre du Bureau national, a souligné le « caractère symbolique » d'une telle initiative, à l'occasion du bicentenaire de la première abolition de l'esclavage. Nantes fut en effet l'arête historique du « commerce triangulaire », expression consacrée pour désigner le système de la traite qui ravagea les peuples africains durant, notamment, tout le XVIII^e siècle et une large partie du XIX^e.

J'ai demandé au gouvernement d'instituer une journée de célébration de l'abolition de l'esclavage, poursuivait Jean-Claude Gayssot : « On ne s'en libérera pas en oubliant, mais en assumant ce qui a été et en ouvrant grand les yeux sur ce qui continue d'être. (...) A l'égard de l'esclavage, nous ne pouvons pas nous tenir pour quittes avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : l'esclavage ne sera, en effet, supprimé que le 4 février 1794.

« Il est à nos yeux d'autres raisons qui justifient qu'on ne tourne pas la page. Elles tiennent au présent. Car si l'esclavage est aboli, il existe toujours

des formes de servitude. (...) Prenons la question de l'exploitation des enfants : on estime aujourd'hui que près de 200 millions d'enfants sont contraints de travailler dans le tiers-monde, mais aussi dans certains pays développés. Cet esclavage moderne constitue un affront à la conscience humaine ».

« En Afrique, la traite des esclaves représentait historiquement une ponction de quelque 120 millions d'êtres humains. Ce pillage humain a été le socle de beaucoup de fortunes qui existent encore aujourd'hui ».

« Les puissances coloniales ont, depuis la fin du XIX^e siècle, confisqué le destin des peuples d'Afrique et notamment leurs potentialités de développement, en organisant à leur profit le travail quasi gratuit des populations, ainsi que l'accès libre aux matières premières à des prix dérisoires. Et la dramatique histoire des peuples d'Afrique n'a pas cessé avec l'écroulement des empires coloniaux. Ce continent a franchi le cap des années quatre-vingt dix plus pauvre qu'il ne l'était dix ans auparavant. (...) C'est la vie de millions d'êtres humains qu'on menace avec la dévaluation du franc CFA. Car le renchérissement

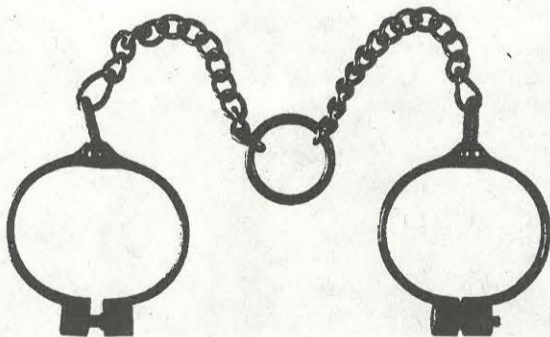
massif des produits alimentaires de base, des médicaments et vaccins qui sont importés va priver plus dramatiquement encore les familles de cette zone ».

« On évoque souvent la dette des pays du tiers-monde à l'égard des organismes financiers internationaux comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Qui ne voit qu'en réalité, la dette, l'incommensurable dette d'humanité est du côté des puissances occidentales à l'égard de l'Afrique, à l'égard des peuples du Sud ? Oui, le Nord a des devoirs impératifs vis-à-vis des peuples du Sud ! Et soyons clairs : le Nord, ce sont les Etats les plus puissants, les grands groupes de l'industrie, du négoce, de la finance et les institutions qu'ils tiennent en main ».

« Ce combat est planétaire. Il faut abolir la dette qui étouffe, chaque jour davantage, en un crime massif, insidieux et silencieux, des peuples entiers. Nous entendons mobiliser pour cela l'opinion progressiste de notre pays en faveur d'une conception nouvelle venant de la France et de l'Union européenne, en faveur d'un nouvel ordre international, plus juste et plus équilibré ».

Aux XVIII^e et XIX^e siècles environ 1800 expéditions négrières quittèrent Nantes pour les rivages d'Afrique et d'Amérique.

Avec le commerce des hommes et des marchandises, mouvement d'échanges entre trois continents, l'industrie européenne connaît un grand essor qui permet le renforcement des structures du capitalisme naissant et fait la fortune des grandes familles d'entrepreneurs.



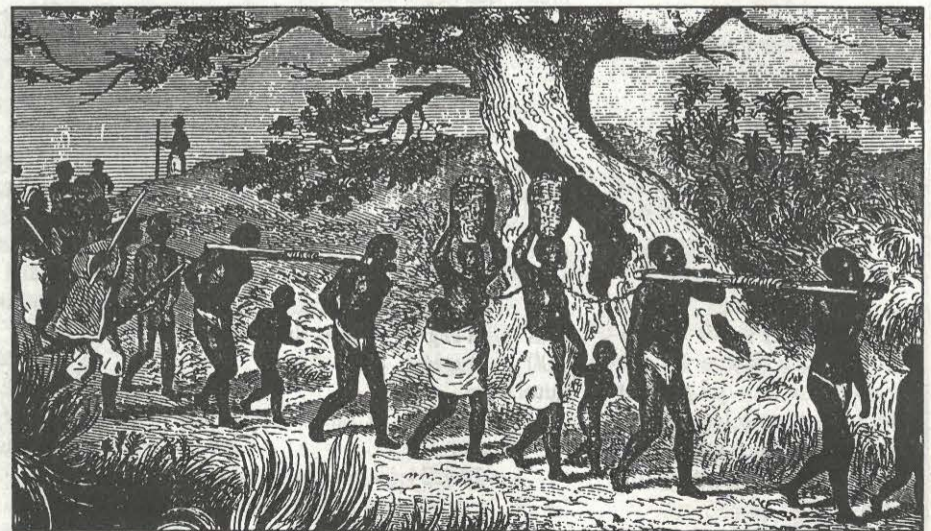
Entraves portant la marque D.A.C. (Da Costa), fabricant de chaînes et instruments de traite à Nantes au XVIII^e siècle. Fonds Musée des Salorges, Musées du Château des Ducs de Bretagne

DES JUSTIFICATIONS DE LA TRAITE ET DE L'ESCLAVAGE

Gérard Mellier, Maire de Nantes. Réponse au *Mémoire... concernant les Nègres, esclaves*, début XVIII^e siècle.

« Au fond les Nègres sont naturellement enclins au vol, au larcin, à la luxure, à la paresse et à la trahison... En général, ils ne sont propres qu'à vivre dans la servitude et pour les travaux et la culture des Terres du continent de nos colonies de l'Amérique. »

« La négritie est une grande région d'Afrique divisée en plusieurs royaumes, dont les peuples sont si nombreux qu'il leur serait difficile de subsister si, par le trafic d'esclaves, ils n'étaient pas déchargés tous les ans d'une partie de ceux qui l'habitent. »



Convoy d'esclaves

CHANTELLE la situation évolue

La lutte des « CHANTELLE » continue avec succès. Le samedi 29 janvier plus de la moitié du personnel de l'usine de Saint-Herblain s'est rendu à Paris, Porte de Versailles au Salon de la Lingerie. Leur nombre, leur détermination, leur ont ouvert les portes du Salon et permis d'organiser un défilé, malgré les forces de police en place. C'était une 1^{re} pour ce Salon...

Ce défilé a permis aux « CHANTELLE » de faire connaître les productions réalisées à Saint-Herblain, leur qualité, d'informer et de populariser la lutte menacée contre la délocalisation. Cette manifestation a reçu un accueil chaleureux des exposants et néanmoins concurrents qui, eux aussi, s'interrogent sur leur avenir, ainsi que du public qui prend de plus en plus conscience de l'effet pervers de ces solutions.

Suite à ces luttes, à la pression maintenue par le personnel et au très large soutien qu'elles engen-

drent, la Direction a été amenée à annoncer plusieurs mesures :

- lancement d'une nouvelle ligne de produits - retour sur le site de Saint-Herblain de certaines activités sous-traitées
- diminution sensible du chômage partiel à partir de mars.

Ceci confirme et renforce les propositions contenues dans le programme qui vient d'être adopté au 28^e congrès du P.C.F. :

Pour lutter contre les délocalisations

Il convient d'instaurer une taxation des exportations de capitaux, diversifiée en fonction des motivations qui les sous-tendent, notamment lorsqu'ils visent à exploiter de la main-d'œuvre à coût réduit.

Notre Parti continuera, comme il l'a fait depuis le premier jour, à apporter son soutien à la lutte des « CHANTELLE » pour le maintien et le développement de l'emploi à St-HERBLAIN.

OÙ SONT PASSÉS LES 80 MILLIARDS !

Le 2 Février 1994 J.-Louis Le Corre en tant que Maire interpelle le Premier ministre

Monsieur le Premier Ministre,
Vous venez de rendre public votre Troisième Plan pour l'emploi. Au-delà des appréciations qui sont les miennes sur les mesures annoncées, je souhaite connaître pour notre Département, quels ont été les effets des deux premiers plans.

De quels emplois s'agit-il et dans quel secteur du Département ont-ils été créés.

Par ailleurs pouvez-vous m'indiquer de quelle part la Loire-Atlantique a disposé sur les 80 milliards de fonds publics accordés aux entreprises.

Vous le savez, à plusieurs reprises avec mes Collègues Marc JUSTY et Pierre LE BERCHE, respectivement Maire de Saint-Joachim et de Batz sur Mer, nous avons exprimé notre volonté que les élus soient informés, qu'ils puissent participer au contrôle de l'utilisation des fonds publics destinés à l'emploi. En fait il s'agit simplement d'une question de transparence.

Des lois imposent aux Maires d'exiger des Associations qui bénéficient de subventions communales qu'elles fournissent à vos services un budget prévisionnel et qu'elles justifient l'utilisation de ces subventions.

Il en est de même pour les communes qui reçoivent des subventions du Département, de la Région, de l'Etat ou autres Organismes et qui sont, ce qui est normal, soumis au contrôle de la Chambre Régionale des Comptes.

C'est pourquoi, avec mes Collègues Maires, nous vous demandons d'informer très largement les habitants de notre Pays de l'utilisation des 80 milliards et que le contrôle et la transparence soient applicables pour toutes dépenses des fonds publics.

Dans l'attente,
Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'assurance de ma considération distinguée.

INFOS-BREVES

Mécontentement

Les policiers municipaux et ruraux de Loire Atlantique, réunis ce jour à la Bourse du Travail de Nantes, à l'appel de leurs organisations syndicales : F.N.P.M. - C.G.T. - C.F.T.C. - F.O. et C.F.D.T., exigent la parution immédiate des textes réglementaires régissant leur cadre d'emploi, tels qu'ils ont été approuvés par la majorité du Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale depuis près d'un an.

Cette situation entraîne pour certains d'entre eux un manque à gagner allant jusqu'à 10 000 Frs annuels.

Les policiers municipaux et ruraux, qui n'entendent pas se nourrir exclusivement de promesses, ne resteront pas éternellement passifs et se réservent le droit d'utiliser toutes formes d'action.

CHANTELLE : Réponse du Ministre

Le Ministre du Travail répond à la lettre du 23 décembre 93 que Georges MARCHAIS, député du Val de Marne, lui avait envoyée suite à la manifestation de CACHAN.

21 janvier 94

Monsieur le Député,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation de l'emploi au sein de l'entreprise CHANTELLE et notamment sur le projet de fermeture de l'usine de St-Herblain.

J'ai demandé à mes services d'examiner ce dossier avec soin et ne manquerai pas de vous tenir informé de la suite qui pourra lui être réservée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Michel GIRAUD.

Les luttes qui font apparaître la nocivité du projet de délocalisation ne peuvent qu'aider le ministre dans sa réflexion.

Vu dans la presse

Chômage : la politique de l'Austrache des Services du Ministère du Travail agréé par la presse locale.

La direction régionale du Travail semble avoir une façon assez gouvernementale pour le moins d'analyser les derniers chiffres du chômage.

En effet, 192 905 demandeurs d'emploi dans la Région des Pays de Loire, 15.864 de plus en un an, une augmentation de 0,3 % en décembre et c'est « de légers indices indiquant une certaine stabilisation ». Déclaration tout de suite reprise par Ouest France qui s'empresse de rassurer ses lecteurs en en faisant le titre de son article du 2 février. Paradoxalement (peut-être). La veille le même journal reprenant les chiffres nationaux rappelait que « malgré la radiation accélérée des plus de 55 ans » il y avait 311.600 chômeurs de plus dans votre pays.

Il y a vraiment quelque chose de révoltant dans cette façon de banaliser le chômage. Au fait sachiez-vous que ces 15.864 chômeurs supplémentaires du mois de décembre 1993 vont statistiquement passer toute l'année 1994 sans retrouver un emploi...

PORT AUTONOME

Le projet de privatisation des formes de radoub a déclenché des luttes qui durent depuis plusieurs semaines.

Quels sont les enjeux ? C'est la question que nous sommes allés poser à Yves TUAL, Secrétaire général adjoint du Syndicat C.G.T. du Port Autonome.

Yves TUAL

Tout d'abord il faut situer ce qui représente le port pour la Ville, le Département.

Le port, ce sont 720 personnes dont 160 marins, 560 terrestres qui se répartissent en cadres, maîtrise, ouvriers.

Nous sommes service public, nous avons en particulier en charge les formes de radoub qui permettent de mettre les bateaux en cale sèche pour entretenir, réparation, peinture, etc...

Une autre activité du personnel est le chargement et

le déchargement des navires en assurant la conduite des engins de manutention.

NLA :

Vous êtes en période de lutte, quelles en sont les raisons ?

Yves TUAL :

A Noël, les travailleurs du port ont appris par la presse que la Direction voulait confier à la société SYNARGOS (société privée) la concession des « formes » qui font partie du service public.

Devant cette remise en cause de son travail et de sa responsabilité, le personnel a réalisé une première manifestation le 14 Janvier 94 à St Nazaire. Manifestation qui a regroupé plus de 300 salariés du port autonome.

- Le 15 et le 16 Janvier pas de travail

- Le 20/1/94 journée de 24 H de grève, ce qui est une situation peu commune à St Nazaire.

Je tiens à préciser d'entrée que nous sommes ouverts au dialogue.

Par rapport au coût d'utilisation des formes par exemple, nous sommes conscients des possibilités de modernisation. Mais nous voulons que tout projet, toute action soit décidée en concertation avec les personnels.

Nous réfutons les arguments de la direction qui voudrait faire croire que « ça coûte trop cher », « pas rentable ».

Notre lutte a deux objectifs complémentaires et qui se retrouvent dans les luttes menées à l'échelon national contre le rôle imparti au gouvernement Balladur et sa politique.

Sur le plan de la rentabilité nous pensons que la Direction peut déjà négocier les coûts de manière plus favorable avec les entreprises.

Deuxièmement il y a un an, l'objectif était de sauver



les ARNO (Ateliers de Réparation Navale de l'Ouest). Dans ce but le Port a investi 10 millions de francs, aujourd'hui, les ARNO et Electro Navale sont écartés du projet.

Nous sommes aussi inquiets pour le développement futur du Port et sa modernisation, nous connaissons les appétits de rentabilité du privé qui paiera la modernisation des pompes, ne va-t-on pas se retrouver comme à Dunkerque qui a récupéré ses formes après un essai de pri-

vatation en comblant un énorme trou financier.

De son côté, le groupe SAGA a décidé avec l'usine d'engrais Hydro Agri, d'installer une sauterelle dont son personnel assurerait la manœuvre, ce qui est encore une concession au privé alors que le portique céréalier multi vrac n'est pas utilisé à sa pleine capacité et peut encore être modernisé.

Ainsi il apparaît bien que de tous côtés, c'est une tentative de remettre en cause

le service public et de casser un peu plus l'emploi sur la région en livrant ces activités à l'appétit du privé.

NLA :

Que comptez-vous faire ?

Yves TUAL :

Nous sommes en période de négociation mais nous ne sommes pas décidés à laisser faire.

Notre action est bien perçue par la communauté portuaire et nous sommes prêts à reprendre les luttes si la négociation échoue.

LOIRE ATLANTIQUE, ESPACE D'ESPOIRS ? Jusqu'au métissage culturel

Nous sommes dans un appartement d'un quartier semi-résidentiel de Nantes. Aux murs, une foison de livres hispano-américains, certains dédicacés, qui en disent beaucoup sur les attaches du couple qui habite là.

Des céramiques indigènes, de chaleureux tableaux en patchworks indiens-américains, tout droit venus d'un ouvrier de la Colombie natale.

Un espace d'ordinateurs et de machines liés au travail de traductrice de l'occupante Luzéole. D'espagnol en français, du français de l'aéronautique et de la construction navale jusqu'à l'espagnol, un pont linguistique vibre des foulées cérébrales. Luzéole gagne sa vie, son existence française, celle de ses deux enfants, en travaillant entre deux langues et deux cultures passionnément aimées.

Luzéole a aujourd'hui réuni une bonne quantité (et qualité) d'intellectuels, ses compatriotes d'exil, de résidence définitive ou passagère à Nantes. Elle les a disposés autour d'une table apportée de là-bas, table-mémoire des années passées au pays, table de naguère encore, plutôt que table de jadis.

« En ce temps-là, sur cette même table de bois-pays, notre petit groupe de militants marxistes léninistes discutait : comment appliquer la doctrine à notre patrie, sans copier aucun modèle. Et sur cette table où nous nous accoudions, nous accrochions nos peurs, des épisodes successifs de peur, car dehors peut-être des militaires nous attendaient, comme ils avaient attendu et fait disparaître pour l'éternité des amis, des élèves. Ou bien cette collègue dont ils avaient enlevé la petite fille, collègue qu'ils avaient frappée, coiffée d'un casque de torture psychologique pour mieux entendre les appels de l'enfant : « *maman viens m'aider, j'ai peur* ». Or cette collègue était justement venue à cette table nous présenter votre philosophe français Garaudy.

A Nantes, la table est quelque peu défonctionnalisée, et je garde le remords de ne plus servir les idéaux de mon pays. J'essaie de faire comprendre aux hommes et femmes de Loire Atlantique qu'elles sont nos angoisses, et c'est difficile, désespérant parfois, car les gens ont trop de stéréotypes sur la Colombie-pays-de-la-drogue ; ils ignorent que nous avons aussi des guerrilleros, une jeunesse très courageusement éprise de justice. Oui, on désespère parfois de certaines gens, en Loire-Atlantique ou ailleurs en France.

A cette table même nous nous sommes réunis pendant cinq ans deux fois par semaine ; chacun des camarades avait la clé et venait étudier



quand il en avait besoin ; moi j'y travaillais le cuir pour payer l'appartement, en plein Bogota... Le soir, après mon travail de chercheur à l'Institut National de Pédagogie. Maintenant, dans mes tâches de traduction, j'ai l'impression d'une inactivité idéologique, alors qu'en mon pays, les militaires continuent d'être vraiment des criminels.

Une larme - gota colombiana - perle aux yeux bruns de Luzéole et son sourire devient une étoile mouillée.

- Si j'étais restée je ne serais pas vivante bien sûr. A Nantes en revanche je satisfais vingt ans d'amour pour la France et sa culture, je continue de me former dans cette culture pour ne pas m'endormir au pays de Loire, ni être dans l'impossibilité de rentrer un jour au pays, d'y retrouver une raison d'être. Car par ailleurs je ne retrouve pas ici la chaleur humaine, spontanée des Colombiens, ni l'enthousiasme de mes jeunes étudiants de l'Université Nationale de Bogota, généralement pauvres. Bien que je sois reconnaissante au pays d'accueil, bien que je vive avec un Français, je ne retrouve pas non plus la France chimérique - liberté, égalité, fraternité - droits de l'homme, que je m'étais imaginée avant de partir.

Espoir déçu aussi dans ma situation personnelle, car je n'ai pas choisi la nationalité française, c'est-à-dire la voie facile. Facile mais humiliante lorsqu'il faut répondre à la question des services de visas : « *c'est pour quand le mariage ? Je me marierai quand je voudrai et pas pour l'obtention d'une carte de séjour !! Francophile et amoureuse oui, prostituée administrative, non.* »

Et puis je ne milite plus, par crainte des relations entre les deux polices de chaque côté de l'Atlantique... Certes ce n'est pas la peur d'autrefois, quand dans les manifestations je passais avec mes étudiants, au milieu des balles. Alors je savais le risque de disparaître, je laissais à ma mère les enfants et le carnet de chèques, lui disant : « *si je ne reviens*

pas, tu feras le nécessaire ». Telle était notre espérance : vivre intensément avec un objectif clair que je ne retrouve plus ici, où l'on se préserve soigneusement pour arriver au bon terme dans les meilleures conditions.

Pour mes enfants et moi, je bénéficie du confort... au prix du conformisme. Ambiance cotonneuse : pourrai-je y rester longtemps ?

Les livres de ma bibliothèque sud-américaine sont des repères, un trésor peut-être que je suis disposée à perdre comme tant d'autres trésors perdus, déjà. Dans la guerrilla on ne transporte pas de livres. Et ne suis-je pas d'un pays où on a fait disparaître la culture indienne des ancêtres, détruite ou sortie de son contexte comme sont les idoles des musées et boutiques de New-York ?

Ces gravures murales-morales, je les garde non par fétichisme, mais pour me rappeler qu'il me reste une tâche à accomplir de l'autre côté de l'océan. Car sachez qu'elles ont été faites par des orphelines recueillies dans la rue par des bonnes sœurs qui les exploitent jusqu'à quatorze ans, puis qui les réabandonnent, généralement à la prostitution. Alors je nourris l'espoir de m'établir dans un endroit déshérité, sans école, pour élever à mon tour plusieurs de ces enfants colombiens sans les aliéner d'aucune sorte. En cela je suis à Nantes une exilée-non-immigrée ».

Gustavo vient s'asseoir sur le lit pour causer à son tour, à l'écart des canapés où les autres invités écoutent la musique nationale. Parlant d'orphelins non pas colombiens mais français, il s'exalte avec l'optimisme typique du jeune adulte.

« Nantes a été un peu l'aboutissement de mes rêveries solitaires, et je me suis vite senti très attaché à ce département. D'une part, en y arrivant j'ai constaté qu'avec de petits efforts on pouvait s'intégrer à une culture qui n'était ni celle de Paris ni celle de Toulouse. Je suis né à cette ville comme je suis né dans une certaine

ville de Colombie, et je mêle un peu sentimentalement les deux cités. Même ces coteaux de Champtoceaux me rappellent la région de Colombie où je suis né, où coulait un fleuve.

Quant à mes histoires d'amours nantaises, elles ont modifié énormément les anciens schémas de « macho » latino-américain.

J'ai démarré dans un Foyer Sonacotra, pour être ensuite accueilli par un groupe de confrères avocats locaux. J'ai pu participer à beaucoup d'activités dans la ville, ce qui m'a fourni des attaches, notamment à partir de mon travail avec l'organisation « Les Orphelins d'Auteuil ». Je peux exister très fort avec ces enfants issus de la région ; où qu'on demeure le but étant d'avoir une fonction, de ne pas venir s'installer pour demeurer peinarde.

Avec la Fondation du Travail, je vais habiter dans un quartier défavorisé. Les gens y vivent mal, mais en Colombie ils survivraient à peine, et d'une manière que vous ne pouvez imaginer.

Un mal différent, ici, c'est que la souffrance, la misère ne sont pas vraiment partagées. Les principes d'égalité et de fraternité sont perçus d'une manière très restreinte dans un pays pourtant de richesse disons fabuleuse, aux yeux du Sud-Américain que je suis... un pays qui favorise la corruption de chez nous au travers de ses multinationales.

Mon espoir immédiat ? Dans trois mois j'aurai la double nationalité, qui concrétisera un vieux rêve. Et si je rentre au pays, mon bonheur de Colombien sera de vous accueillir comme j'ai été reçu ici ».

Des demi-heures passent. Entre une jeune femme ; le maintien très droit, elle regarde fièrement dans les yeux ; sa chevelure se balance au rythme de son argumentation. Vous ne le devineriez pas à la croiser au marché de Talensac, mais la Colombie c'est aussi ce spécimen tout différent de personne humaine.

« Ma mère a choisi de venir en France, ce qui correspondait à une recommandation pressante de mon père « *en cas de problème, la France* », et à une espèce d'aspiration utopique. Mais je suis à Nantes uniquement parce que j'y ai débarqué, que j'y ai maintenant un copain et ma filleule.

J'avais l'habitude d'une certaine solidarité que je ne retrouve pas dans les quartiers d'ici ; certes l'individualisme permet de mieux maîtriser personnellement sa vie, sans les inévitables conseils et bavardages des autres. En revanche l'hospitalité impromptue, en Loire-Atlantique, ce n'est pas une tradition.

(Suite page 8)



Saint-Malo-de-Guersac

Samedi 19 Février

LOTO

Salle des Fêtes
à partir de 20 heures

9 000 Francs de lots

- Sèche linge
- Dessus de lit (crochet main)
- Four micro-onde
- Perceuse électrique

et de nombreux autres lots

BAR - PATISSERIE - CAFÉ

Organisation : cellule KERIVEL

BOURRICHE DES FÊTES

Soutien au PCF
Saint Nazaire Brière

3459 Sèche-linge
12885 Platine laser
9095 Four micro-onde
2760 Perceuse

Autres numéros gagnants

6347, 10745, 5641, 13333, 4665, 13582, 3223, 4026, 9810, 3863, 15283, 2012, 1857, 9209, 14611, 12139, 3498, 9207, 6537, 9567, 14191, 8128, 3665, 4041, 11247, 6159, 9171, 15059, 12521, 7555, 1207, 2740, 3281, 12819, 1849.

Les lots sont à retirer auprès des diffuseurs avant le 31 Mars 1994.

LA SECTION DU PCF DE SAINT-NAZAIRE

organise un **super loto**

Dimanche 20 février 14 h 30

Salle Jean Moulin à Bellevue - **MONTOIR**

Avec de superbes et très nombreux lots dont :

- une télé couleur
- un vélo d'appartement
- un VTT femme
- un mini four
- un VTT homme
- une couette, etc...
- un radio-cassette CD

LOIRE ATLANTIQUE, ESPACE D'ESPOIRS ?

(Suite de la page 7)

Etant plus indépendant, on y est aussi plus seul.

Aussi, lorsqu'après sept ans je suis retournée en vacances, ce fut un choc ; pendant ces sept années je m'étais sentie Colombienne, surtout pas Française, et à l'arrivée là-bas je ne savais plus ce que j'étais.

Aujourd'hui, si je suis toujours la Colombienne Ida, ce n'est pas de la même manière qu'avant : une manière d'exister bizarre, quand on y pense. J'essaie cependant de m'intégrer officiellement, en visant le concours français du professorat que appelez C.A.P.E.S. ».

- « Vous verrez, avait dit Loïc, l'hôte-maître de maison, nos amis de Bogota en exil ou en résidence à Nantes sont très divers, ils représentent un éventail de richesses humaines variées, dont j'ai pu ramener un exemplaire, au féminin. Tenez voici Jorge... »

- « En Colombie j'étais professeur d'Université, une situation que je n'ai pas retrouvée en Loire-Atlantique, mais je savais d'avance que je serais sous-employé, et sur-qualifié pour un éventuel emploi. Mon épouse française m'a quand même fait m'éloigner d'une situation de plus de quarante ans de guerre civile, où je fai-

sais partie d'une population à risques. Jeune d'une banlieue de Bogota, je distribuais dans les rues la presse du parti Marxiste-Léniniste, formé dans la mouvance de la Révolution cubaine, très critique des pro-soviétiques et de leur populisme, avec au contraire une volonté de lutte armée, de longue marche en direction de la campagne. Je peux le dire maintenant : nous nous sommes trompés dans notre appréciation de l'Etat et de la Société colombienne, qui n'était pas la Chine.

Et me voici aujourd'hui parmi les anarchistes nantais, individualistes mais qui proposent la démocratie directe. Tel que vous me voyez, je reste en Loire-Atlantique indéfiniment, non pas définitivement ».

L'homme qui lui succède a en partage avec les précédents un air de gravité, ou si l'on préfère, de passion contenue par un grand souci de sociabilité.

« En Colombie, j'avais aidé à fonder et fait campagne pour un parti qui s'appelait « Le nouveau Libéralisme », espoir malheureux qui a avorté, faute de véritable démocratie sociale. Depuis cinq ans en France, je réfléchis. Mais la France n'est pas ma patrie, même si toute patrie est d'abord une somme de communications, un ensemble de services.

La patrie est aussi le lieu où on a l'espoir de faire quelque chose. Or, même si certaines analogies existent entre là-bas et ici, je reste frustré à Nantes, car des discussions ouvertes sont possibles avec les seuls socialistes et communistes. Les préventions, les réticences l'emportent généralement chez les Français sur la volonté de dialogue, ce qui me désigne d'avance le retour au pays comme champ naturel de mes espérances ».

« J'additionne maintenant les vécus de deux nations, au lieu de continuer à chercher comme j'avais fait longtemps un imaginaire pays de synthèse. Mais depuis onze ans j'ai été déformé/formé aux pays de Loire. J'aime le football, et si la Colombie joue, mon cœur bat ; si c'est l'équipe de Nantes, je vibre encore.

Ici j'ai pris des positions contre, ou je me suis au contraire accommodé des choses existantes.

Ici je suis saisi par le cafard annuel du tunnel de novembre dont on voit le bout en mars, avec le trou plus noir encore de Noël, si je le compare aux Noëls sud-américains de mon enfance. C'est le moment paradoxal d'une solitude. Solitude partagée avec ma femme bien sûr, mais cherchez bien loin, et vous trouverez pourquoi je

n'ai encore réalisé aucun espoir de progéniture sur le sol nantais... ».

Voici venir enfin le Péruvien, qui témoigne auprès de ses voisins latinos.

« Mes aspirations ont été d'emblée francophiles : j'ai le bonheur d'enseigner ma langue à de jeunes Français, je me suis francisé peu à peu (aujourd'hui encore je suis heureux d'avoir pu apprendre ce que signifie en argot français « le café des pauvres », qui n'est pas le café de Colombie...).

Je suis parti d'un pays où je critiquais le machisme des maris lâcheurs, face au « sacrement du mariage » à la fois si respecté et si bafoué. Revenu en vacances à Lima, voici quelques années, mes proches m'ont étudié et surnommé Le Français, à cause de ma vision nouvelle des choses.

D'un autre côté, à Nantes, c'est à une Latino-Américaine que je suis marié ; mon équipe de football comprenait des Sud-Américains, des Arabes, des Noirs aussi bien que des Français. Et avec ma tête de métis Péruvien, on me prend souvent pour un Malgache.

Laissez-moi vous dire pour finir : l'espoir d'un homme parmi les hommes c'est quand même plus que d'être « accepté », non ? ».

INFOS-BREVES

Injustifiable

La France, avec 2700 km de côtes pourrait et devrait figurer en tout premier rang du monde pour les produits de la pêche. Or elle est au 19^e rang.

Il faut savoir qu'un emploi de marin en induit 5 à terre en amont et en aval de la pêche.

Grand pays de pêche, la France serait-elle vouée à sacrifier une pareille richesse ?

Elle importe 75 % des poissons qu'elle consomme et cela lui coûte 10 Milliards de déficit par an.

Il est urgent de se rassembler pour imposer une autre politique.

La vérité sur les prix

La chute des cours affecte la plupart des espèces dites « nobles ». Elle provoque un manque à gagner qui aboutit à des centaines de faillites pour les petits patrons pêcheurs, et à des revenus mensuels qui se situent, bien souvent, à moins de 2.500 francs pour les marins.

Du chalutier à l'étal du poissonnier, au débarquement :
Sole 40 F
A la criée taxe de 5 % 42 F
Chez le mareyeur
- préparation emballage 1,50 par caisse
- main d'œuvre transport 1,50 par kilo 50 F
A Rungis
- origine « France » 67 F
- origine « importation » 65 F
Chez le détaillant traditionnel 118 F
hypermarché 88 F
Prix moyens Janvier.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER - Rédacteur en chef : Jean-Claude SALOMON
Associée à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36 - REDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.85.76
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

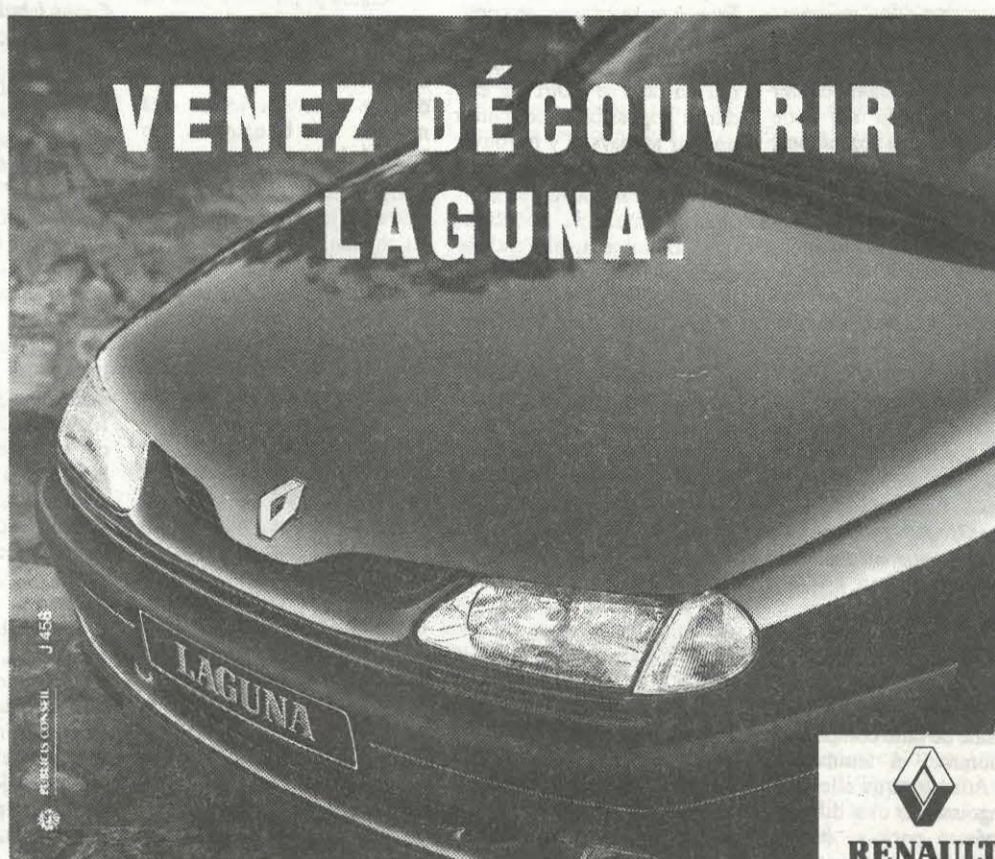


COUVERTURE - ZINGUERIE
ISOLATION - BARDAGE
DEMOUSSAGE TOITURE

DESMARS
Alain

Le Jardin d'Eden
6 Allée des Clématites
44600 SAINT-NAZAIRE
☎ 40 70 49 51

Atelier à TRIGNAC (44570)
14, Chemin de la Petite Ville



RENAULT ST NAZAIRE

Voie Express Pornichet - Tél. 40.70.35.07